

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

ACTUALITE REGIONALE

L'UE contribue à hauteur de 183 M EUR à l'allègement de la dette de 29 pays parmi les plus pauvres

[L'Union européenne \(UE\) participera à hauteur de 183 M EUR au fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI](#) en faveur de l'allègement de la dette de 29 pays à faible revenu. Le Fonds fiduciaire remboursera les dettes contractées par les Etats membres à l'égard du FMI. Cette initiative a pour objectif de donner aux pays bénéficiaires les marges budgétaires nécessaires aux dépenses sociales, sanitaires et économiques en réaction à la crise de la COVID-19. Cette contribution a été annoncée après que les membres du Club de Paris et du G20 aient convenu d'un cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Parmi les pays bénéficiaires, 23 sont situés sur le continent africain et 10 en Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, la Sierra Leone et le Togo. Avec cette contribution, l'UE est le principal donateur du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes, qui a reçu jusqu'à présent plus de 500 M USD de subventions de la part des pays donateurs.

Fusion des groupes miniers Endeavour et Teranga, devenant le 10^{ème} plus gros producteur aurifère mondial

La multinationale Endeavour Mining et la société canadienne Teranga Gold ont annoncé le 16 novembre 2020 [la conclusion d'un accord sur l'acquisition par Endeavour de toutes les actions ordinaires de Teranga](#), qui mènera à terme à la fusion des deux sociétés. Cette opération aboutit à la création du 10^{ème} plus gros producteur aurifère mondial, comptant 7 000 employés, 8 mines en production et 6 projets de développement dans trois pays ouest-africains (Sénégal, Côte d'Ivoire et Burkina Faso), pour une production annuelle moyenne de 1,5 million d'onces (42,5 tonnes) par an. Pour rappel, l'or est le principal bien d'exportation des pays de [l'Union économique et monétaire ouest-africaine \(UEMOA\)](#) : il représentait 23,4% des exportations totales de la communauté économique en 2019, soit 4211 Mds FCFA (6,4 Mds EUR).

BENIN

Lancement de la campagne de commercialisation de soja

[La campagne 2020-2021 de commercialisation du soja a été officiellement lancée le 19 novembre à Djougou](#). Pour cette campagne, le prix plancher a été fixé par le gouvernement béninois à 175 FCFA par kilo (environ 0,27 EUR), et la date de clôture au 30 juin 2021. Selon la ministre de l'Industrie et du Commerce présente à l'événement, environ 266 K tonnes de soja ont été exportées lors de la campagne de commercialisation 2019-2020 – un chiffre qui témoigne d'une bonne progression de la production annuelle de soja du Bénin, estimée à 110 K tonnes en 2015-2016. Par ailleurs, alors que le pays a signé l'an dernier un protocole d'accord avec la Chine pour l'exportation du soja, le Bénin a exporté seulement 10 K tonnes vers son partenaire chinois pour la première année de mise en œuvre de ce protocole, soit 3,8% de ses exportations totales.

Lancement d'une étude pour un projet d'approvisionnement en eau de la ZES de Glo-Djigbé

[L'Agence nationale d'approvisionnement en eau potable en milieu rural \(ANAEP-MR\) mènera une étude d'avant-projet pour l'alimentation en eau potable](#) de la zone économique spéciale (ZES) de Glo-Djigbé, actuellement en construction et située à 45 km de Cotonou. La contractualisation avec un cabinet spécialisé pour la réalisation de cette étude a été approuvée par [le Conseil des ministres du 11 novembre 2020](#). Selon les études préliminaires, la couverture en eau potable de la ZES pourrait être achevée à horizon 2030 et atteindre une capacité journalière de 24 213 m³. Pour rappel, le groupe Arise, détenu par Olam International, et Africa Finance Corporation ont été retenus pour piloter le projet global de construction de la ZES, dont le coût total s'élève à 1,5 Md USD.

BURKINA FASO

Le président sortant Roch Marc Christian Kaboré reconduit pour un nouveau mandat

[Selon les résultats provisoires annoncés par la commission électorale nationale indépendante \(CENI\)](#) le 26 novembre 2020 et disponible sur son site internet, avec un taux de participation de 50,8%, le président sortant Roch Marc Christian Kaboré (Mouvement du Peuple pour le Progrès – MPP) serait réélu avec un taux de 57,9% des suffrages. Eddie Komboigo, candidat du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) serait classé 2^{ème} avec 15,5% des voix et Zéphirin Diabré de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), 3^{ème} avec 12,5% des suffrages. Environ 9% des électeurs inscrits n'auraient pas pu se rendre aux urnes en raison de la fermeture de 2244 bureaux de vote.

Adoption de la stratégie de modernisation de l'administration publique 2021-2025

Le ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale a validé [sa nouvelle Stratégie nationale de modernisation de l'administration publique \(SNMAP\) 2021-2025](#) et son premier plan d'actions 2021-2023. L'adoption de ces deux documents vise à amorcer un nouvel élan après le Plan stratégique décennal de modernisation de l'administration (PSDMA) élaboré en 2011. Il prévoit notamment l'automatisation et la dématérialisation des procédures administratives afin de les rendre disponible en ligne sans que l'utilisateur de l'administration ne soit tenu à se déplacer pour obtenir les services. Le coût global de ce projet est estimé à 32 Mds FCFA (49 M EUR).

550 M FCFA pour le développement des entreprises de transformation de l'anacarde

Le Conseil burkinabè de l'anacarde (CBA) et l'Agence de financement et de promotion des petites et moyennes entreprises (AFP-PME) se sont associés via un protocole d'accord signé le 13 novembre 2020 pour la mise en œuvre de [« l'initiative de renforcement de capacités productives des entreprises de la filière anacarde »](#) (IRCP-Anacarde). D'une durée de deux ans, le projet se déploie sur 3 volets : (i) un appui financier à hauteur de 200 M FCFA (300 K EUR) pour faciliter l'acquisition d'équipements de base par les petites entreprises de transformation ; (ii) le renforcement des capacités de commercialisation, d'un coût de 300 M FCFA (460 K EUR) ; (iii) la formation des acteurs de la filière sur la maîtrise de la chaîne de valeur, financé à hauteur de 50 M FCFA (75 K EUR). Les principales zones d'intervention sont les régions des Cascades, des Hauts-Bassins, le Centre-Ouest et le Sud-Ouest. Pour rappel, selon les statistiques du ministère du Commerce, la production de noix de cajou était de 95 000 tonnes en 2019, dont 10% transformées en amandes. A titre de comparaison, la Côte d'Ivoire – premier producteur mondial au coude-à-coude avec le Vietnam – a produit plus de 730 K tonnes à l'issue de la saison 2019-2020.

CÔTE D'IVOIRE

Succès inédit de l'émission obligataire de l'Etat sur le marché international

Le 24 novembre 2020, [la Côte d'Ivoire a émis avec un succès sans précédent un Eurobond d'1 Md EUR](#), assorti d'un coupon de 5%, le plus faible de son histoire et de toute l'Afrique subsaharienne. Ce succès témoigne d'une confiance maintenue et forte des investisseurs dans les fondamentaux du pays, alors que cette émission intervient moins d'un mois après une élection présidentielle sous tension. A cela, s'ajoutent le contexte de la pandémie de la COVID-19 qui a accru la frilosité des marchés internationaux ainsi que [le défaut de paiement de la Zambie](#) – le 1^{er} Etat africain depuis le début de la pandémie – intervenue en octobre. Environ 150 Mds FCFA (230 M EUR) serviront au financement du budget tandis que le reste servira à une opération de reprofilage, avec le rachat de trois séries d'Eurobonds, en vue de réduire les risques de refinancement et de change liés à la dette. A titre d'information, la Côte d'Ivoire demeure en catégorie de risque modéré de surendettement, avec un encours de la dette publique attendu à 44,1% du PIB en 2020 par les autorités.

Adoption de la LFR 2020 et de la LFI 2021 par l'Assemblée nationale

[Adoptée par la Commission des Affaires Economiques et Financières \(CAEF\) de l'Assemblée nationale le 23 novembre 2020, le projet de Loi de finances rectificative \(LFR\) 2020](#) présente un budget global en hausse de 354,4 Mds FCFA (540,3 M EUR) par rapport à la Loi de Finances initiale (LFI) 2020. Cette hausse est principalement liée aux concours extérieurs finançant (i) les plans de riposte sanitaire et de soutien pour faire face à l'impact de la COVID-19 et (ii) les projets cofinancés. Ainsi, la LFR 2020 s'équilibre en ressources et en dépenses à 12,8 Mds EUR. Les recettes fiscales sont attendues à 3 940,8 Mds FCFA (6 Mds EUR), enregistrant ainsi une baisse de 439,9 Mds FCFA (670,5 M EUR), mais qui devrait être plus que compensée par une hausse des appuis budgétaires de 1 015,6 Mds FCFA (1,5 Md EUR), portant ainsi le montant total de ce poste à 1 337,3 Mds FCFA (2 Mds EUR). Concernant les prévisions de dépenses, les achats de biens

et services ainsi que les transferts enregistrent globalement une hausse de 339,3 Mds FCFA (517,3 M EUR) pour s'établir à 1 633 Mds FCFA (2,5 Mds EUR). De même, les investissements devraient afficher une hausse de 309,3 Mds FCFA (471,5 M EUR) pour s'établir à 2 409,6 Mds FCFA (3,7 Mds EUR). Par ailleurs, le 20 novembre 2020, [la LFI 2021 qui s'équilibre en ressources et en dépenses à 8 398,9 Mds FCFA](#) (12,8 Mds EUR) a été également adoptée par la CAEF (voir les [Brèves](#) de la semaine dernière pour plus de détails).

Signature d'un procès-verbal pour le développement une zone industrielle à Akoupé-Zeudji

[Le Procès-verbal consacrant la mise à disposition de 329 hectares à PK24 d'Akoupé-Zeudji \(District d'Abidjan\), afin d'y développer une Zone économique industrielle \(ZEI\), a été signé le 24 novembre 2020](#) par l'Agence de gestion et de développement des zones industrielles et le groupe Arise Ivoire. Pour rappel, le groupe a signé en août dernier un accord avec le gouvernement ivoirien pour le développement de cette ZEI ainsi que de celles de San Pedro (Sud-ouest) et de Ferkessedougou (Nord) pour un investissement global estimé à 1000 Mds FCFA (1,5 Md EUR). Ces projets s'inscrivent dans la politique d'industrialisation du pays et visent à accroître le taux de transformation des matières premières. Ils prévoient la création de 100 000 emplois d'ici à 2025, une contribution au PIB de 5 500 Mds FCFA (8,3 Mds EUR). En outre, concernant le site PK24, sur une superficie totale de 940 ha, 127 ont déjà été confiés à China Harbour Engineering Company (CHEC) pour le développement d'une partie des infrastructures.

GUINEE

Soumission des projets de LFR 2020 et LFI 2021 à l'Assemblée Nationale

Le ministre du Budget a soumis à l'Assemblée Nationale les projets de [Loi de finances rectificatives \(LFR\) 2020](#) et de [Loi de finances initiales \(LFI\) 2021](#). En raison de l'impact de la COVID-19, la LFR 2020 présente un niveau de recettes totales en baisse de 342 Mds GNF (29,2 M EUR) par rapport à la LFI 2020 pour s'établir à 21 364,1 Mds GNF (1,8 Md EUR) tandis que les dépenses sont projetées en hausse de 98,5 Mds GNF (8,4 M EUR) à 26 829,3 Mds GNF (2,3 Mds EUR). Le déficit budgétaire pour l'année 2020 est ainsi attendu à 5 465 Mds GNF (466,7 M EUR). Concernant le budget 2021, les recettes totales sont prévues à 23 400,3 Mds GNF (2 Mds EUR) et les dépenses totales à 27 627,7 Mds GNF (2,4 Mds EUR), dont 29,8% consacrés aux investissements. Le déficit budgétaire qui en résulte s'établit à 4 228 Mds GNF (361 M EUR), soit 2,3% du PIB.

Mise en œuvre d'un Programme Pays avec l'ONUDI pour la période 2020-2023.

Selon le ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, [le cadre de programmation pays de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel \(ONUDI\) 2020-2023](#) est conçu pour intensifier l'appui de l'institution au Gouvernement à travers une feuille de route pour un développement industriel inclusif et durable. Le budget du programme est de 22 M USD dont 15 M USD restent à mobiliser.

GUINÉE-BISSAU

Petro Nor acquiert SPE Guinea Bissau

[La société d'exploration pétro-gazière PetroNor a annoncé le 20 novembre 2020 l'acquisition de la firme SPE Guinea Bissau AB](#), lui permettant ainsi d'obtenir une participation de 78,6% sur les licences Sinapa et Esperanca, situées en Guinée-Bissau. La transaction se fera sous réserve de l'approbation du gouvernement et les licences ont été prolongées jusqu'au 2 octobre 2023. Par ailleurs, PetroNor intervient également au Sénégal grâce à ses participations dans les licences Rufisque Offshore Profond et Senegal Offshore Sud Profond. Celles-ci font actuellement l'objet d'une procédure arbitrale auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

LIBERIA

La Banque centrale maintient son taux directeur à 25%

[Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Libéria \(CBL\)](#), lors de sa séance du 17 novembre 2020, a approuvé le maintien du taux directeur à 25%. Cette décision est motivée par l'analyse de la conjoncture économique : le PIB devrait se contracter de -2,5% en 2020 ; l'inflation annuelle, passée de 18% à la fin du 2^{ème} trimestre à 15,3% à la fin du 3^{ème} trimestre, devrait encore diminuer à 14,7% lors du prochain trimestre ; le déficit de la balance commerciale s'est creusé pour atteindre 6,4% du PIB au 3^{ème} trimestre, contre 3,8% du PIB au trimestre précédent ; depuis fin septembre, le dollar libérien s'est apprécié de 4,5% par rapport au dollar américain. La CBL note que le secteur bancaire est resté globalement stable au 3^{ème}

trimestre, malgré l'augmentation des prêts non performants à un niveau 4,4% supérieur à la limite réglementaire tolérée.

2000 jeunes bénéficiaires d'un programme de formation professionnelle financé par l'AFD

Le projet « Renforcer l'intégration par l'enseignement professionnel » (STRIVE), d'une durée de cinq ans, a été officiellement lancé le 18 novembre 2020 à Monrovia, lors d'une cérémonie en présence des ministères libériens de la Jeunesse et des Sport, de l'Education et des Finances, ainsi que de [l'Agence française de développement \(AFD\)](#). L'Institut européen de coopération et de développement (IECD) est chargé de la coordination du projet. Celui-ci vise à donner accès à un emploi et à des opportunités économique aux jeunes Libériens, via de la formation technique professionnelle. Les activités seront déployées dans le Centre de formation professionnelle de Monrovia, l'Institut Booker Washington, le Centre de formation professionnelle agricole de Tumutu, le Centre de formation professionnelle commerciale et domestique, le LOIC et le Lycée Don Bosco. 2000 étudiants devraient en bénéficier. Le projet est financé à hauteur de 10 M USD par l'AFD.

MALI

Entrée en service de la centrale solaire de Kita

Construite par l'entreprise française Akuo Energy, [la centrale solaire de Kita \(180 km à l'ouest de Bamako\) est officiellement entrée en service](#). D'une capacité de 50 MW, elle doit alimenter 120 000 ménages maliens et éviter l'émission de 52 000 tonnes de CO2 par an. Elle opérera dans le cadre d'un contrat de rachat d'électricité conclu avec Energie du Mali (EDM) pour une période de 30 ans. Le financement du projet (80,7 M EUR) a été réalisé avec l'appui de plusieurs partenaires, notamment la Banque ouest-africaine de développement. Copropriétaire de la centrale avec Pash Global (49,9 % du capital), Akuo Energy souhaite accélérer son développement en Afrique et cible une production d'énergies renouvelables d'un gigawatt à moyen terme, selon son directeur. A noter qu'un projet de centrale photovoltaïque de 93 MW à Touna a été approuvé par le Conseil des ministres du 25 novembre 2020. La convention pour l'exploitation et la construction de la centrale est conclue avec la société émiratie Phanes Energy, pour un montant de 106,4 M EUR. La durée de construction de la centrale est de 18 mois pour une durée d'exploitation de 25 ans. La Convention est assortie d'un contrat d'achat d'énergie entre la société nationale Energie du Mali et Phanes Energy.

Bientôt 15 M USD débloqués pour les filières pêche et aquaculture

[Un plan de développement de la pêche et de l'aquaculture devrait être bientôt financé sur trois ans](#) par les partenaires du Mali à hauteur de 15 M USD, a indiqué le représentant de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'issue d'une rencontre de deux jours (les 18 et 19 novembre) du sous-secteur à Bamako. Cette rencontre a en effet permis la création d'une Plateforme nationale des acteurs non étatiques de la pêche et de l'aquaculture du Mali (PANEPAM), préalable nécessaire à l'adoption d'un plan d'actions sur les trois prochaines années. Pour rappel, selon le [rapport du 4^{ème} trimestre 2019 de l'Institut national de la Statistique \(INSAT\)](#), la pêche et l'aquaculture ont contribué à hauteur de 3,9% du PIB du pays l'année passée, avec une production de 116 000 tonnes de poisson, faisant du Mali l'un des premiers pays africains producteurs de poisson d'eau douce. Les emplois générés en amont et en aval de la filière pêche sont estimés à plus 500 000.

MAURITANIE

10 M USD affectés à l'extension de la société publique Chantiers navals de Mauritanie

[Le ministère des Pêches et de l'économie maritime a attribué 10 M USD à l'extension de la société Chantiers navals de Mauritanie](#) (CNM) afin de construire de nouvelles usines de production et de réparation. L'objectif est de favoriser la croissance de la pêche artisanale dans un contexte de baisse des recettes du secteur liée à la pandémie de coronavirus. La CNM a fabriqué plus de 130 bateaux destinés à la pêche artisanale et côtière, et revendique une place de leader en termes de construction et réparation d'embarcations en polyester dans la sous-région. Cet investissement s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation de la pêche artisanale des autorités mauritaniennes.

Le Japon accorde une assistance de 1,6 M EUR dans la lutte contre le terrorisme

Le 24 novembre 2020, [la direction générale de la sûreté nationale a réceptionné le premier lot d'équipements d'une assistance fournie par le gouvernement japonais pour soutenir la lutte anti-terroriste](#). Ce lot est composé de 24 véhicules, dont 14 voitures Toyota, 10 bus et des pièces de rechange. Un deuxième lot composé de 14 camions, 50 miroirs pour inspection télescopique et 50 détecteurs de fer portables devrait

être livré prochainement. Cette aide estimée à 71 M MRU (1,6 M EUR) s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par le gouvernement japonais pour soutenir le programme de développement économique et social, signé entre les deux pays à l'issue du sommet TICAD 7/2019.

NIGER

Plus de 600 villages déclarés en insécurité alimentaire dans la région de Maradi

Les précipitations inhabituellement fortes de cet automne ont provoqué [la destruction de milliers d'hectares agricoles dans la région de Maradi](#), où 646 villages sur 2673 sont déclarés en insécurité alimentaire. L'État a déjà procédé à la distribution de semences potagères, de boutures de manioc et de petits matériels au profit des producteurs. En ce qui concerne le secteur de l'élevage, la campagne pastorale en cours se déroule bien, même si 700 ha de pâturage ont été détruits par les feux de brousse, ce qui a conduit le gouvernement à mettre l'accent sur la nécessité de renforcer la sensibilisation sur les méfaits de cette pratique.

10 M EUR de l'Allemagne en appui à la lutte contre la COVID-19

[Une enveloppe de 10 M EUR vient d'être mise à la disposition du Niger par l'Allemagne](#) pour soutenir le plan de riposte contre la COVID-19. La signature du protocole de financement a eu lieu le 25 novembre entre la ministre nigérienne du Plan et la directrice du bureau de l'agence de développement allemande KfW à Niamey, en présence de l'Ambassadeur d'Allemagne.

SENEGAL

L'UE et l'Allemagne mobilisent 212 M EUR en appui à la lutte contre la COVID-19

[L'UE et l'Allemagne ont annoncé avoir mobilisé respectivement 112 M EUR et 100 M EUR pour appuyer le Sénégal dans sa lutte contre la pandémie](#). Ces fonds font partie de l'enveloppe globale européenne de « l'Équipe Europe » pour appuyer les efforts de leurs partenaires face à la crise liée à la COVID-19. Ils permettront de soutenir le Programme de Résilience Économique et Sociale du Gouvernement sénégalais, notamment les mesures d'appui économique aux entreprises et d'aide sociale à la population.

504,2 Mds FCFA (770 M EUR) pour relever les défis de la distribution et de l'accès à l'électricité pour la période de 2020-2022

La Senelec a présenté ses prévisions d'investissement pour la période 2020-2022 lors de la commission de régulation du secteur de l'électricité. Pour le régulateur, l'enjeu pour cette période est d'améliorer la qualité du service en assurant une couverture plus importante (412 000 nouveaux raccordements, dont 198 000 dans le milieu rural) mais également d'entamer la transition écologique à travers l'utilisation du gaz naturel à partir de 2021.

Exploitation pétrolière et gazière : mise en production des champs Sangomar et Gta prévue en 2023

[L'extraction des premiers volumes d'hydrocarbure sur le champ gazier Grand Tortue Ahmeyin \(GTA\) et le champ pétrolier de Sangomar devraient avoir lieu en 2023](#). Cela a été annoncé, à l'occasion de la deuxième édition de la table ronde sur la gouvernance des ressources minérales organisée par l'Observatoire de suivi des indicateurs de développement économique en Afrique, par des représentants de Bp investment et Woodside, membres des consortiums chargés du développement des sites de GTA et de Sangomar respectivement. Selon les représentants, les projets se poursuivent à des niveaux satisfaisants, malgré les effets de la crise sanitaire. Les partenaires ont pris l'engagement que toutes les dispositions seront prises pour maintenir ce calendrier.

Début de la campagne de commercialisation de l'arachide

[La production arachidière pour la campagne 2020-2021 est estimée à 1,8 M tonnes contre 1,4 M tonnes à la précédente](#). La campagne de commercialisation a débuté officiellement le 23 novembre 2020 pour se terminer le 25 mai 2021. Le prix d'achat au producteur du kg d'arachide a été fixé à 250 FCFA (0,38 EUR), contre 210 FCFA (0,32 EUR) lors des 4 campagnes précédentes. Par ailleurs, le Gouvernement a décidé de taxer l'exportation de graines d'arachides décortiquées à 30 FCFA (0,05 EUR) le kg en vue de favoriser la transformation locale. Selon le Ministre chargé de l'Agriculture, cette campagne agricole pourrait générer plus de 600 Mds FCFA (914,7 M EUR) pour le monde rural.

Fermeture du Club Med à Cap Skiring

Un coup dur pour le tourisme en Casamance : [le club Med, l'une des principales destinations touristiques, a décidé de fermer ses portes pour la saison 2020-2021](#), en raison d'annulations massives de leurs clientèles, suite aux mesures de confinements initiées en Europe pour faire face à la 2^e vague de COVID-19.

SIERRA LEONE

L'Etat dévoile un plan de lutte contre la pêche illégale dans les eaux sierra-léonaises

Le Président sierra-léonais Julius Maada Bio a dévoilé le 24 novembre 2020 [un plan pour lutter contre la pêche illégale](#), qui coûterait au gouvernement environ 100 M USD par an en termes de perte de revenus. Six patrouilleurs côtiers seront ainsi déployés dans les eaux côtières pour en assurer la surveillance, 23 équipements de communication seront distribués et 2 500 gilets de sauvetage seront vendus à un tarif subventionné aux communautés de pêcheurs pour assurer leur sécurité en mer. Du matériel informatique a également été acquis pour améliorer la collecte de données par la police maritime. Pour rappel, l'évasion fiscale, les sous-déclarations et la surpêche constituent les délits les plus courants. Outre leur impact sur les finances publiques, ils détruisent des écosystèmes marins et privent les pêcheurs artisanaux d'une partie de leurs moyens de subsistance.

Lancement des travaux de la route Goderich-Funkia

Le 14 novembre 2020, [les travaux de la route de Goderich-Funkia ont été lancés](#). Le projet, d'un coût de 3,4 M USD, comprend la construction de la route ainsi la construction d'un nouveau marché local. Les travaux sont réalisés par la Compagnie Sahélienne d'Entreprises (CSE), basée à Dakar. Ils seront achevés en juin 2021. Longue de 21 km, cette nouvelle route bénéficiera à plus de 30 000 personnes dans les communautés périphériques.

TOGO

Ouverture de la deuxième revue de la performance du portefeuille des projets financés par la Banque mondiale

Le ministre de l'Economie et des finances et la représentante-résidente de la Banque Mondiale au Togo ont procédé, le 17 novembre, [au passage en revue des projets de l'institution dans le pays](#). Sur la période juin 2019-juillet 2020, le taux de décaissement du budget alloué à ces projets se situe à 37%, bien au-dessus du taux moyen de 22% pour la zone Afrique. Au total, le portefeuille déployé au Togo s'élève à 400 M USD et comprend 16 projets en cours, dont trois projets additionnels lancés en réponse à la crise sanitaire pour un coût global de 50 Mds FCFA.

160 Mds FCFA de chiffre d'affaires en 2019 pour Togocel et Moov

[Selon un rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes \(ARCEP\)](#) publié le 1^{er} Novembre 2020, Togocel et Moov, les deux opérateurs se partageant le marché togolais de la téléphonie, ont engrangé un chiffre d'affaires de 159,5 Mds FCFA (242 M EUR) en 2019, en hausse de 9% par rapport à 2018. Conservant sa position dominante, Togocel, filiale de Togocom, a réalisé 63% de ce chiffre, contre 37% pour Moov, qui a en outre perdu 11% de ses abonnés au cours de l'année 2019. Pour rappel, les deux opérateurs ont été sommés mi-novembre par l'ARCEP de mettre fin à leurs pratiques de différenciation tarifaire jugées anticoncurrentielles.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

Site Internet et compte Twitter [@DGTresor_RCI](#) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programmées sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD - Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption - classement sur 198 pays.